

L'évolution disparate des marges rurales marocaines : les cas du Rif et du Souss. Plaidoyer pour une recherche scientifique adaptée au monde rural marocain.

Paolo DE MAS

Institut de Géographie Humaine - Université d'Amsterdam

I. INTRODUCTION

Le thème du colloque : "le devenir de la société rurale au Maroc" est bien choisi. Premièrement parce qu'il fut le point focal du travail et un point focal de la vie de Paul Pascon et parce qu'il offre une excellente possibilité d'insérer un grand nombre de contributions. Finalement, parce qu'il attire l'attention vers une partie du Maroc qui, pendant les années soixante et soixante-dix, a été relativement négligée par la recherche scientifique et n'a pas pu suivre le rythme national de développement. Néanmoins, il s'agit quand même d'une partie importante du Maroc, comprenant presque 58 % de la population marocaine (Recensement 1982), caractérisée par des problèmes posés par les conditions écologiques difficiles à maîtriser, surtout dans des régions montagneuses à caractère aride et semi-aride avec une densité de population considérable.

L'attention pour les problèmes du monde rural, surtout les régions à vocation agricole en sec, dans la recherche scientifique, n'a pas seulement été relativement faible, elle se caractérise en plus par deux tendances opposées : la greffe des modèles et des théories étrangères dans la recherche fondamentale d'une part (Pascon, 1978) et le caractère purement technique et descriptif de la recherche appliquée d'autre part.

Le monde rural, et surtout les régions à caractère marginal dans le double sens géographique et économique, servent d'illustrations dans des discours et des débats passionnés, concernant les grandes théories sur, par exemple, la dialectique entre le centre et la périphérie, les relations entre Siba et Makhzen, le mode de production dans le Maroc pré-capitaliste, etc...

Il s'agit de discours -souvent entre sourds- à un niveau de conceptualisation, de synthèse et d'abstraction tellement élevé, qu'on risque de perdre tout lien avec la réalité rurale. A tel point que le fait que la réalité rurale, dans beaucoup de cas,

ne se laisse pas plier dans le modèle théorique, excite l'amertume. Pourtant un "grand timonier" chinois nous a avertis : si la réalité ne correspond pas à la théorie, on doit changer la théorie.

Dans les discussions susdites, on a plutôt tendance à forcer la réalité rurale marocaine dans des gabarits théoriques mal adaptés. En général, les personnes engagées dans ces débats ne sont pas trop gênées par une connaissance profonde de la société rurale au Maroc. Cette société, par sa diversité, son caractère propre, son patrimoine culturel et historique, sa grande variété géographique et ses grands problèmes est trop précieuse pour être laissée à ceux qui se perdent dans le rituel scientifique, tout en tournant constamment leurs cylindres à prières théoriques. Dans les théories de la dépendance, le monde rural semble figurer comme une entité passive de la pénétration capitaliste en faisant part d'une économie de spoliation. La plupart de ces recherches souffrent d'une "anémie empirique", et par conséquent ignorent la réalité marocaine, qui se montre différente, même déviante de ces modèles et théories.

La deuxième caractéristique de la recherche rurale est plutôt l'antipode de l'approche susdite. Un labour de profondeur dans les études agricoles et rurales fait apparaître la dominance de la recherche appliquée à caractère purement technique ou descriptif. Pour un certain nombre de raisons, il y a une tendance à se limiter -même à se cacher- dans une approche qui ne dépasse guère le stade purement artisanal et très spécialisé ou partiel : surtout dans la recherche agromomique. De même, dans les études sociales et économiques, il y a cantonnement dans l'approche idéographique (fort descriptive).

Je ne conteste pas la valeur de ce type de recherches pour l'agriculture en général et l'élargissement de la connaissance partielle du monde rural marocain. Ce qu'on peut reprocher à leurs auteurs est le fait qu'il n'existe pas une liaison entre les deux approches. Un trait d'union entre l'approche idéographique et nomothétique : entre description et synthèse. L'écart entre les chercheurs -qui pourtant étudient la même réalité rurale- est grand et le fossé risque de s'élargir.

Pascon (1986) le signale avec grande précision :

"Il y a une idée sous-entendue, toujours latente, en sciences humaines qui est celle d'une promotion du chercheur allant de la description à la théorie. Il y aurait une échelle -du savoir et du prestige- qui va de l'examen des faits aux hypothèses vers la synthèse et l'élaboration d'une théorie générale.

Trop de chercheurs pensent et croient que la description est le degré premier de la connaissance, c'est-à-dire le plus bas. Et que la description exclut la théorisation en ce sens qu'il n'y aurait pas de théorie dans une description. Ceci est évidemment faux ! Il n'y a pas de descriptions sans théorie latente ou explicite. Il peut y avoir un mode descriptif et factuel de l'exposition théorique et un mode abstrait ou théorique de la théorie. De même, une théorie n'exclut pas les faits, elle les inclut... Mais on croit trop souvent que la description est la base manuelle et dépréciée de l'activité de recherche -moment qu'on juge nécessaire, pénible, peu gratifiant- alors que la dissertation sur la théorie est l'activité noble, celle qui permet d'accéder au Nirvana de la Science".

L'objectif de notre exposé est de plaider pour une approche méthodologique de la recherche, qui se situe à cheval entre le Nirvana théorique et le champ des faits à défricher. Il s'agit d'une recherche-type du monde rural, qui d'une part soit d'un niveau de synthèse et d'abstraction acceptable et réalisable et, d'autre part, soit bien plantée dans et nourrie par la connaissance factuelle du monde rural.

La personne et le travail de Pascon méritent d'être mentionnés dans ce cadre, parce qu'ils sont exemplaires pour le type d'étude envisagée. Ses études descriptives et techniques, souvent sous forme de petites "miniatures" idéographiques concernant un oasis, un souk, une noria ou un système de parcelles irriguées (dhaqqirat), par exemple, n'excluaient nullement l'attention pour l'encadrement contextuel ou théorique. D'autre part, la participation à des polémiques et discussions n'empêchait pas la sortie sur le terrain pour mesurer le poids d'un tanâst, ou pour un recensement nocturne des pèlerins au muggar de Sidi Ahmed ou Moussa. L'étude sur le Haouz lie intimement la recherche détaillée du système des séguias au concept de caïdalité et de société composite.

Plus récemment, l'étude sur la vallée des Beni Bou Frah et sa société locale ne contient pas seulement une description -souvent et nécessairement méticuleuse- du climat, de la géologie, des ressources en eau, de l'érosion et des techniques de production agricole, afin d'estimer les potentialités et les contraintes naturelles. Elle est également axée sur les relations de la vallée avec l'extérieur : la migration, les réseaux d'échanges et l'intervention étatique. Le dernier ouvrage, inachevé, sur la région de Tazarwalt (Anti-Atlas), manifeste la même approche. Tout y est passé au crible : l'agriculture, l'irrigation, le mouggar, la démographie, les lignages, les juifs, les noirs, la commune rurale etc., mais sans se perdre ni se limiter à la description partielle de la situation locale -quels que soient l'intérêt et la valeur-, toujours en tenant compte des liens extérieurs : le transport, le commerce caravannier de grande distance, l'émigration, les liens avec le Makhzen. Dans la *Maison d'Illigh* (1984), on constate un refus de soutenir des thèses toutes faites, un refus de la pratique du discours rhétorique, mais l'attention pour les faits précis est toujours présente.

Pour éviter le stade d'euphorie précoce, je m'empresse d'ajouter qu'une approche pareille n'est pas facile à réaliser. La position intermédiaire qu'on occupe entre les gens de la théorie d'une part et les gens de la description d'autre part n'est pas du tout confortable. Là où l'on pense promouvoir une pollinisation scientifique croisée, on se trouve constamment sous les feux croisés de ceux qui sont retranchés respectivement dans leurs bastions théoriques et leurs techniques descriptives. Celui qui s'installe délibérément, ou par hasard, entre ces tranchées scientifiques est assuré d'être bombardé de tous côtés. Les théoriciens lui reprochent un niveau de synthèse insuffisant, les spécialistes dans la matière signalent une généralisation intolérable. Les polémiques dans les revues marocaines en témoignent.

D'ailleurs, il est à souligner que l'approche envisagée n'est guère réalisable que dans le cadre d'une recherche multi -ou interdisciplinaire. La complexité de la société rurale marocaine et de son insertion dans l'Etat-Nation marocain est telle que la recherche monodisciplinaire ne peut qu'aboutir à des résultats partiels ou même déformés.

Paradoxalement, on doit constater que la description ou l'analyse des domaines apparemment simples, comme la gestion d'une exploitation agricole familiale, le fonctionnement d'un foyer rural, ou le niveau de vie d'une communauté locale n'est possible qu'en recourant à une équipe pluridisciplinaire, bien formée et mobilisée, séjournant pour une période considérable dans la région, et faisant des recherches directes sur le terrain.

Des expériences des projets dans le Rif Oriental, l'Anti-Atlas, le Haut-Atlas et la Chaouia, il se dégage que la population sur place a souvent déjà mis au point une panoplie de réponses possibles dans le domaine de la production agricole, à caractère technique et social, tout en tenant compte d'une multitude de facteurs concernant le milieu physique, la variabilité du climat et les relations sociales et externes.

Le fait qu'un effort scientifique considérable soit nécessaire afin de pouvoir décrire, analyser et comprendre la société rurale marocaine, fait qu'un certain degré de modestie serait souhaitable pour les chercheurs (et autres), pour lesquels le mot "rural" ou "fellah" n'a qu'une connotation simple quand elle n'est pas négative.

Les exigences d'un projet de recherche multi - ou pluridisciplinaire sont de taille. Tout d'abord, les chercheurs et les disciplines doivent a priori parvenir à l'unanimité non seulement sur l'objet de recherche, le cadre conceptuel, les thèmes à aborder et les questions à résoudre, mais surtout à un consensus sur l'unité ou les unités d'analyse sur laquelle (ou lesquelles) la recherche soit basée et pour lesquels les données de base soient collectionnées. C'est la phase la plus difficile et par conséquent, décisive du projet et de la recherche, dans laquelle on doit aboutir à une convergence des unités de recherche entre les différentes disciplines et les chercheurs participants. Il existe une diversité énorme de sources (registres de commerce, actes de mariage, de vente et d'achat, archives, etc.), de niveau d'analyse (parcelle, exploitation, douar, bassin versant, système d'irrigation etc.) et de disciplines.

Sans convergence, le projet et la recherche éclate dans une multitude de recherches fractionnées, ou une description kaléidoscopique sans inter-relations cumulatives.

L'expérience acquise dans les projets interdisciplinaires maroco-néerlandais dans les régions semi-arides et arides marocaines, où -à part les difficultés de convergence signalées plus haut- il y avait aussi des différences d'ordre culturel et de langages scientifiques et méthodologiques à surmonter- en est un exemple. Ces projets qui regroupent Marocains, Néerlandais, Belges, Américains, Allemands, sociologues, économistes, historiens, géographes, agronomes, géologues, et architectes, exigent -du point de vue scientifique- au sein du projet un centre à caractère despotique, mais éclairé, pour surveiller constamment la convergence conceptuelle et méthodologique. Inutile de dire que cette coordination n'est pas facile à réaliser, étant donné l'amour-propre scientifique naturel et explicable des chercheurs et disciplines intéressés.

Pourtant, l'interdisciplinarité est une approche utile, non seulement pour les réponses données par les différents participants, mais surtout pour les questions posées par les participants et aux participants au cours de la recherche (De Mas, c.s. 1985).

En conclusion, pour comprendre la situation des régions rurales marocaines, dites marginales ou périphériques dépourvues d'importantes richesses naturelles il faut, de préférence, un approche multidisciplinaire, focalisant l'étude et la recherche aussi bien sur le contexte physique et social, local ou régional, que sur les liens externes.

II. LE MONDE RURAL DANS L'ETAT-NATION MAROCAIN :

Rapprochement et pénétration, stratégie et dynamique de survie

Après avoir mis l'accent sur l'aspect méthodologique, nous nous proposons d'élaborer l'aspect des liens extérieurs des régions rurales marocaines : notamment les régions d'agriculture en sec défavorisées. L'examen de l'évolution de ces régions depuis l'Indépendance fait apparaître l'importance de deux types de relations :

- les liens externes où le rôle de l'Etat est en jeu,
- la mobilité, sous divers types de migration (émigration, migration circulaire, exode rural).

En effet, le secteur agricole marocain, et le monde rural tout entier, ont connu des changements profonds, non seulement en ce qui concerne des transformations internes profondes, mais également dans leurs relations avec l'Etat marocain et l'administration.

Plus que jamais, il est nécessaire de focaliser la recherche sur la relation entre le pouvoir central et la société rurale. Ce n'est pas du tout un nouveau thème de recherche. Il suffit de mentionner Ibn Khaldoun, la recherche ethnographique coloniale, les débats entre historiens sur Siba et Makhzen et les théories concernant périphérie, semi-périphérie et pseudo-périphérie.

Jetant un regard rétrospectif sur la période de trente ans d'indépendance, la relation entre l'Etat marocain et le monde rural (la population et le secteur agricole) peut être périodisée comme suit :

- 1956-1963 : grand intérêt de l'Etat marocain pour les régions rurales et l'agriculture en sec ;
- 1963-1976 : focalisation sur le Maroc central et urbain (exception faite pour le Sahara) et l'agriculture irriguée ;
- 1976- : ré-orientation vers le monde rural en particulier vers l'agriculture en sec (bour), et politique de décentralisation conjointe.

Bien que les autorités marocaines aient toujours été pleinement conscientes des inégalités régionales qui règnent dans le pays, c'est surtout dans les premières années de l'Indépendance et à partir de 1976 que les régions rurales occupent une place importante dans la politique gouvernementale. Au lendemain de l'Indépendance, l'une des préoccupations majeures de l'Etat marocain fut d'assurer l'identité et de renforcer le contrôle de son territoire par la mobilisation et la participation des régions rurales dans les domaines politiques, économiques, administratifs et infrastructurels. L'intégration des régions rurales, surtout celles qui faisaient partie du protectorat espagnol, et la mise en place d'un encadrement administratif efficace ont demandé un effort considérable au jeune Etat. D'autre part, c'est justement le monde rural qui a joué le rôle de stabilisateur dans les

premières années de l'Etat-Nation moderne. Selon Waterbury et Leveau, dans la phase transitoire du Protectorat à l'Etat-Nation, le jeu politique avec les élites rurales a contribué à la stabilité et au maintien du statu quo.

Ensuite, l'insertion du monde rural dans le domaine national économique, social, et politique a connu une stagnation relative dans la période 1963-1976. On ne peut pas nier les efforts entrepris par l'Etat dans le monde rural et les résultats obtenus dans les domaines de l'infrastructure, l'éducation nationale, la grande hydraulique et l'habitat. Surtout si l'on tient compte de la croissance démographique et de l'échelle géographique d'intervention, les résultats ont été considérables.

Néanmoins, l'analyse approfondie des investissements publics dans la période 1973-1977, par secteur et province, fait ressortir que, par rapport aux effectifs de la population provinciale, les régions et secteurs relativement plus développés étaient visés davantage. En effet, dans les provinces de Casablanca, Rabat, Kénitra et Tanger, les investissements plus que proportionnels dans l'industrie, aussi bien que dans l'agriculture irriguée, avaient tendance à augmenter les écarts existant quant au potentiel de croissance, entre les provinces précitées et les régions périphériques. (De Mas, 1978, 284-291). Or, dans une période où la situation économique et financière permettait une marge de manoeuvre nettement plus large qu'actuellement, les régions marginales où l'agriculture en sec était pratiquée ont été systématiquement mal loties.

En 1978, l'analyse a débouché sur des indices tendant à démontrer qu'il faudrait s'attendre à un accroissement des écarts de prospérité tant sur le plan géographique que sur le plan social.

Il a été également soutenu que l'accent mis sur les régions et le secteur avec le plus grand potentiel (l'agriculture irriguée) -au détriment des régions marginales- a été un choix conscient, dicté par le fait qu'au Maroc les idées et les actions de l'Etat s'inspirent fortement de la notion de maintien du statu quo. Selon Waterbury, l'attitude politique prévalente à cette époque était d'utiliser le pouvoir et l'autorité d'une façon défensive. L'attitude prévalente -et peut-être instinctive- était que le pouvoir de dominer la population n'est pas un moyen pour agir d'une manière positive, créer, détruire ou chercher de nouvelles frontières : le pouvoir est à utiliser pour protéger, pour maintenir ou conserver. (Waterbury, 1970, 75).

Il s'agit donc d'une **stratégie de survie**, de la part de l'Etat comme de l'administration marocaine. Pour des raisons de survie politique, l'Etat marocain a concentré l'attention principale sur les grandes villes atlantiques et les régions agricoles favorables pendant la période 1963-1976, les premières constituant le facteur le plus déstabilisant et difficile à contenir, les secondes une source accessible et rapidement rémunératrice. Une modernisation et un développement à travers les barrages et les périmètres : une priorité à la grande hydraulique où les résultats physiques sont importants. Par conséquent, les actions et programmes pour les régions les moins développées ont été fragmentaires et destinées avant tout à assurer une stabilité politique, ou à protéger le centre urbain et économique du Maroc d'influences néfastes provenant de la périphérie.

Il n'est pas exclu que les projets de développement intégré pour le Rif (à partir de 1968) et pour l'Anti-Atlas (en préparation) affirment la tendance de chercher à

adapter des solutions techniques aux données politiques. L'omission délibérée de procéder à des actions modificatrices de structure, exige nécessairement une compensation sous forme d'intervention directe de l'Etat. Interventions qui ont pour objectif de maintenir le niveau de vie actuel à tout prix, dans des régions où les effets de la relation -sans cesse en dégradation- existant entre la population en croissance rapide et une base de ressources insuffisantes sont extrêmement négatifs.

A l'échelle régionale, il faut endiguer sur les lieux, à savoir dans les régions du Rif et l'Anti-Atlas même, le flot d'eau, de boue et d'hommes, provoqués par l'érosion qui risquent de submerger les parties plus prometteuses du Gharb et de la plaine du Souss, ou même les villes de Tanger, Tétouan, Agadir et Inezgane.

Au niveau national, on constate un "glissement" de la population vers les bas pays marocains. Surtout les montagnes et zones arides ont alimenté dans la période entre les deux recensements de 1971 et 1982 de puissants courants migratoires vers la région atlantique. La période de sécheresse prolongée a détérioré considérablement la situation déjà précaire dans la région du Rif central et oriental et le massif de l'Anti-Atlas. L'effondrement local de l'économie agraire a été presque total et irréversible. Dans la vallée de Beni Bou Frah, dans le Rif Central, la production agricole locale présentait en 1980 pas plus d'un quart du revenu total de la vallée. (Pascon et Van der Wusten, 1983, 268). Dans 150 douars de l'Anti-Atlas, dans les provinces de Taroudant, Tiznit, Guelmim et Tata les ressources agraires locales en 1984 ne présentaient que 10 % du revenu total dans les douars. (Dépouillement du Stage de Ruralisme, IAV, 1983).

Toutefois, il est à noter que l'Etat marocain s'est montré, en la circonstance, très efficace dans le maintien du niveau de consommation. Les interventions importantes et assez bien organisées se faisaient à deux niveaux : d'une part par la réglementation des prix et des quotas ; d'autre part, plus directement, par la distribution de céréales et de farine. En 1944 et 1945, une sécheresse comparable avait entraîné respectivement dans le Rif et le Sud des milliers de morts.

Pourtant dans le cadre de la **dynamique de survie**, la population des régions montagneuses du Rif et de l'Anti-Atlas a répondu aux problèmes posés -une fois de plus- par la variabilité imprévisible des conditions écologiques, par la fluctuation démographique. C'est la réponse la plus courante dans la dynamique de survie : c'est-à-dire la réduction de la population dans la zone concernée par l'exode rural, ou l'émigration temporaire ou définitive. Etudes du comportement technique et des décisions socio-économiques des chefs d'exploitation familiale en zones arides et semi-arides ont démontré que les groupes humains qui vivent dans les conditions aléatoires de production agricole ont mis au point une panoplie de réponses possibles aux problèmes posés par la variabilité imprévisible des conditions écologiques. A part les réponses qui touchent l'agriculture proprement dite :

- la constitution de réserves,
- la dispersion des activités économiques et la multiple insertion,
- la polyfonctionnalité des productions,
- l'association, le faire-valoir indirect et l'indivision,
- des changements techniques discrets mais efficaces qui ne sont pas en mesure de

redresser l'équilibre entre l'agriculture locale stagnante et une population croissante, la migration semble la réponse plus adéquate des régions arides et montagneuses.

En général, au niveau national, le mouvement d'équilibre géographique des populations se poursuit. Il conduit non seulement à un meilleur équilibre entre les populations et les ressources, mais -à long terme- à une plus grande intégration et participation des régions appartenant aux espaces marginaux et périphériques au niveau national.

Ce processus d'intégration est renforcé de même par le développement de l'infrastructure, le réseau de communication, l'augmentation de la scolarisation et... le rapprochement accéléré de l'administration marocaine vers la population rurale.

Dernier point à mentionner : l'effet d'un changement dans la stratégie de survie, à partir de l'année 1976, suite à l'insuffisance du jeu des élites (rurales) dans le contexte rural. Les profonds changements qui ont affecté la société rurale et l'intégration incontestable ont sapé le jeu d'élites et ont amené une traduction institutionnelle sous forme d'une décentralisation administrative et communale. Leveau, dans la remise à jour de son **Fellah marocain défenseur du trône**, pense que les élites rurales ne jouent plus le même rôle stabilisateur et que le jeu, au niveau même des élites, a été dépassé par la poussée des masses urbaines.

Sehimi (1986), s'interrogeant sur le renouvellement (ou non) du personnel parlementaire et se demandant si, depuis une vingtaine d'années, le système marocain continue à drainer les mêmes clientèles ou bien s'il a pu s'enraciner dans de nouveaux secteurs de la société, constate aussi que le champ sociopolitique du Maroc de 1986 a profondément changé par rapport à celui des années soixante ou même soixante-dix. Il est devenu plus urbain ; les élites politiques sont beaucoup moins rurales et traditionnelles.

A cause de l'efficacité réduites des élites rurales, l'accent dans la stratégie de survie de l'administration marocaine est mis graduellement, mais irrévocablement, sur le renforcement des structures d'encadrement administratif. L'Etat marocain est en train de renforcer son "pouvoir infrastructurel" (Mann, 1984), d'une part, par un processus de découpage administratif et la création de nouvelles provinces et préfectures, (en 1959 16 provinces, actuellement 47) : la province s'avère l'unité administrative la plus fortement structurée et adaptée pour l'encadrement de la population régionale ; d'autre part, depuis la promulgation de la loi fondamentale de 1976, portant sur l'organisation des collectivités locales, ces dernières (surtout les communes rurales) ont occupé le devant de la scène. Elles ont été désignées comme une composante fondamentale au sein du système d'administration (Bastri, 1986).

Pour rendre effective la décentralisation, d'importants moyens, tant humains que financiers, ont été mis à la disposition des collectivités locales. Le Ministère de l'Intérieur a mis en oeuvre un vaste plan de formation en vue d'améliorer l'encadrement des services locaux en leur accordant personnel administratif et technique. Un corps de fonctionnaires communaux sera ainsi progressivement mis en place. Pour les communes rurales, le Ministère a mis en place depuis 1979 un cycle de formation destiné à préparer des secrétaires généraux des communes.

Cette fonction de cadre supérieur, ouverte sur concours aux candidats justifiant d'une licence, aura la charge de l'animation et de la coordination des services communaux. Jusqu'à 1986, 258 secrétaires ont été formés, ce qui a permis de doter plus de 200 collectivités rurales, (un tiers des communes rurales) d'un cadre supérieur.

Cette évolution louable, dotant les collectivités locales du personnel nécessaire en nombre et en qualité, répond à l'élargissement de l'assise bureaucratique de l'Etat ; elle met à jour, en même temps, le déclassement des notabilités rurales (Zaïm, 1984).

Dix ans après la promulgation de la Charte communale, on peut effectivement constater qu'un tournant fondamental a eu lieu dans la relation entre la société rurale marocaine et l'Etat. La focalisation sur le rapprochement administratif au détriment du jeu des élites rurales -même si l'on tient compte d'un élément de tutelle- est à évaluer positivement. Une étude comparative de la décentralisation dans le Maghreb (Nellis, 1983, 174), considère que l'expérience marocaine est la plus prometteuse.

La recherche sur la société rurale marocaine doit être orientée vers l'étude de la politique de décentralisation, de ses résultats et de la réaction du monde rural. Il n'est pas exclu qu'un rapprochement trop poussé et mal exécuté soit considéré par la population rurale comme une pénétration administrative. Dans la dynamique de survie rurale, une pénétration qui -dans la perception de la population concernée- risque d'être trop perturbante, peut s'ensabler dans une action qui ne dépasse pas le renforcement du maillage des structures d'encadrement, sans le renouveau économique, social et démocratique envisagé et considéré nécessaire.

En principe, l'encadrement de la population est assuré et la présence des fonctionnaires au niveau de la commune peut créer un effet stabilisateur. Quoi qu'il en soit, on constate pour la première fois que la puissance publique encourage l'initiative locale, plutôt que de dépenser tous ses moyens à mettre celle-ci en tutelle. Le transfert du contrôle de l'administration locale et communale aux élus, après la réforme communale de 1976, peut constituer un autre facteur positif.

III. CONCLUSION

La situation du monde rural marocain est préoccupante. (World Bank, 1981). La survie dans des régions à vocation agricole en sec dépend largement des transferts des migrants et des aides administratives directes et indirectes. La place prépondérante prise par l'Etat, crée une situation ambiguë :

"L'Etat joue son rôle d'arbitre et de soutien. Certes, les services publics ne fonctionnent pas à la perfection, mais les routes sont bien entretenues, l'ordre public est maintenu et les postes marchent. Les services agricoles agacent tantôt par leur insuffisance, tantôt pour leur interventionnisme. Dans l'ensemble, le Maroc rural fait bon ménage avec l'Etat-nation moderne, qu'il supporte, parfois comme un parasite, souvent dans l'indifférence, mais plus guère dans l'hostilité, qui avait caractérisé les premières années de l'Indépendance." (Leveau, 1984).

La population rurale se trouve entre le secours et l'entrave.

"L'Etat est omniprésent, mais il est dans bon nombre de domaines fonctionnellement incompetent.... D'autre part, l'administration est, pour ainsi dire, amenée à participer à toute initiative, car elle est considérée comme étant la seule institution potentiellement compétente." (De Mas, c.s. 1983).

On se trouve actuellement au carrefour de la relation entre le monde rural et l'Etat marocain, l'un et l'autre suivant leur propre stratégie et leur dynamique de survie, sans qu'on sache s'il y aura ou non convergence.

Pourtant, les changements dans la relation et la question de convergence sont des facteurs décisifs, non seulement pour le devenir de la société rurale, mais aussi pour le Maroc tout entier.

Par conséquent, il est capital que la recherche scientifique se focalise sur cette relation décisive.

Documentation citée

- BASRI, D., (1986). La politique de décentralisation au Maroc. Dans : G. Vedel, (ed.). **Edification d'un Etat moderne**. Albin-Michel. pp. 117-138.
- BISSON, J. et P. SIGNOLES, (1985), Nations et régions : vers une nouvelle structuration de l'espace au Maghreb. Dans J-F. Troin (ed.) **Le Maghreb, hommes et espaces**. Armand-Colin, Paris, pp. 323-332.
- DE MAS, P., (1987), **Marges marocaines**. Limites de la coopération au développement dans une région périphérique : le cas du Rif. NUFFIC/IMWOO, project REMPLD, La Haye.
- DE MAS, P., P. PASCON et H. VAN DER WUSTEN (1983), Entre le secours et l'entrave : politique et développement dans une vallée du Rif Central. **Les Beni Bou Frah**. Dans : H. El Malki, **Le Tiers-Monde dans la crise : quelles issues ?** Editions maghrébines, Casablanca, pp. 289-326.
- DE MAS, P., P. JUNGERIUS et H. VAN DER WUSTEN, (1985), Research in Beni Bou Frah valley, the laborious path from multidisciplinary to interdisciplinarity. Paper RAWOO steering group on Land Resources Management. The Hague.
- LEVEAU, R., (1984), le Fellah, le trône et les autres. Paper Middle East. Studies Association of North America. Annual meeting, 1984, San Francisco.
- Mann, M., (1984), The autonomous power of the State : its origins, mechanisms and results. In : European Journal of Sociology, 25, 2, 185-214.
- NELLIS, J.R., (1983), Decentralization in North Africa. Problems of Policy Implementation. In : G. Shabbir Cheema & D.A. Rondinelli (eds.), **Decentralization and Development. Policy implementations in Developing Countries**. Sage, London, 127-182.
- PASCON, P. (1977), **Le Haouz de Marrakech**. Ed. Marocaines et Internationales, Tanger, II vol.
- PASCON, P., (1978), Interview Lamalif. No. 94.16-25.
- PASCON, P. e. a., (1984), **La Maison d'Iligh et l'Histoire sociale du Tazarwalt**, SMER, Rabat.
- PASCON, P., (1986), Courte visite dans la cuisine des sciences humaines, in : **Bulletin Economique et Social du Maroc**, 155-156, 107-114.
- PASCON, P. et H. VAN DER WUSTEN (eds.) **Les Beni Bou Frah**, Essai d'écologie sociale d'une vallée rifaine, Maroc. Rabat.
- Population légale du Maroc, (1983), Recensement général de 1982. Direction de la Statistique, Ministère du Plan.
- SEHIMI, M. (1986), Les élites parlementaires : continuité ou renouvellement ? in : G. Vedel (ed.), **Edification d'un Etat moderne**, Albin-Michel, 95-113.
- Waterbury, J., **The Commander of the faithful**, 1970.
- WORLD BANK, (1981), Morocco. Economic and social development report. Washington.
- ZAİM, F., (1984), Régionalisation et démultiplication des provinces. Quel lien ? in : Lamalif, 157.